



## MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

### Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 25 mars 2024

#### Délibération n° 24.02.19 - Dotations aux provisions 2024

L'an deux mille vingt-quatre le vingt-cinq mars à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

**Date de la convocation :** mardi 12 mars 2024

#### Présents :

Nathalie GONZALES, Christophe FAURE, Geneviève DIBO, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Stéphane HUDDLESTONE, Christelle VIRQUIN, Damien LOMBARD, Floris GRANDVARLET, Nathalie CHALOPIN, Philippe COTTE, Christophe MELET, Léo DOMERGUE, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, David ROLFI, Fabienne LEQUENNE, Nadia ZEGRE, Julien DURANDO

#### Absents :

Francine DOLLA, Amélie BOURCET, Cindy FORTERRE-ROL, Bouchra EDDADSI BARQANE, Pierre KESTEMONT, Nicolas DATCHY

#### Procurations :

CHALOT-FOURNET Christine a donné pouvoir à GONZALES Nathalie, CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à LEQUENNE Fabienne, POMMERET Olivier a donné pouvoir à VIRQUIN Christelle, BONNAUD Sophie a donné pouvoir à CHALOPIN Nathalie

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absents	Procurations	Votants
29	19	6	4	23

Vu les dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2321-2 et R2321-2,

Vu les instructions budgétaires et comptables M57

Vu l'état des restes à recouvrer au 31/12/2023 transmis par le S.G.C. de Draguignan

Considérant que l'instruction budgétaire et comptable prévoit, en application du principe de prudence, que des provisions doivent être constituées dès lors qu'apparaît un risque susceptible de conduire la collectivité à verser une somme d'argent significative.

Considérant que l'article R2321-2 en application du 29° de l'article L2321-2 détaille trois cas de provisions obligatoires, en cas de contentieux contre la commune, en cas de procédure collective pour les garanties d'emprunt, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital

accordés à l'organisme faisant l'objet de la procédure, et notamment lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers apparaît compromis.

Considérant que la collectivité peut choisir entre le régime des provisions semi-budgétaires, de droit commun, et le régime des provisions budgétaires dans la mesure où elles ne donnent pas lieu à inscription de crédits en section d'investissement. Le régime des provisions semi-budgétaires permet une véritable mise en réserve budgétaire, par un mandat réel- d'ordre mixte- en dépenses au chapitre 68. Le comptable mouvementera la contrepartie.

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le Code Général des Collectivités Territoriales rend nécessaire les dotations aux provisions pour créances douteuses.

Il est d'ailleurs précisé qu'une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrecouvrabilité, estimé à partir d'informations communiquées par le comptable.

La collectivité a opté pour le régime des provisions semi-budgétaires en 2023 et souhaite provisionner 10% du montant des restes à recouvrer au 31/12/2023 soit 57 325,30 €.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- D'accepter le choix du régime des provisions semi-budgétaires.
- De décider que la provision pour le recouvrement des restes à recouvrer soit faite à hauteur de 10 % des restes à recouvrer au 31/12/2023 transmis par le SGC soit 57 325,30€, les crédits seront inscrits au chapitre 68 de l'exercice 2024
- De décider que la provision sera reprise lorsque le risque sera éteint ou réalisé

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.**

Le Maire,

A blue ink signature, appearing to be 'Nathalie Gonzales', is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE SAINT-LO' and '2024'.

**Nathalie GONZALES**